

pé. Quand il a présenté son programme de restrictions, il aurait dû, le même soir, rétablir les régies à l'égard des aliments essentiels. Il faudra rétablir bien d'autres régies. Dans les conditions graves de l'heure, personne ne saurait dire en cette enceinte qu'il ne sera pas nécessaire de verser un jour certaines subventions. S'il est possible de recourir à un autre moyen, j'aimerais qu'on nous le fasse voir; mais je n'en connais pas.

M. MacINNIS: Une enquête.

M. CRUICKSHANK: J'en viens à ce point. A mon avis, il faudrait rétablir certaines subventions. Par exemple, le prix de la provende pour les volailles a doublé en moins d'un mois, tandis que le prix des œufs diminuait de 25 p. 100. Comment, à ce compte, parvenir à produire des œufs? Les honorables députés de l'opposition ont beaucoup parlé de la cherté de la vie, du prix du beurre et d'autres produits de la ferme; ils ont bien peu parlé cependant de la hausse du coût de production. Peut-on s'attendre à cela de Rosedale, quand on peut supposer que ces gens ne savent même pas ce que c'est qu'une vache; mais je m'imagine un peu ce qu'ils sont prêts à prendre pour une vache. Dans ma circonscription,—et je crois être le porte-parole de toute la population,—on n'aime pas les régies, mais on ne connaît pas de meilleure solution pour le moment. La forte hausse du coût de la vie justifie, à notre avis, le rétablissement de certaines régies. Le rétablissement des régies et des subventions est la seule solution à ce problème en ce moment, semble-t-il.

M. KUHLE: Pourquoi ne pas diminuer les impôts plutôt?

M. CRUICKSHANK: J'ai entendu le représentant conservateur junior de Jasper-Edson (M. Kuhl) parler aujourd'hui tout à fait dans les mêmes termes que le premier ministre, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un comité qui enquêtera sur les faits, et non d'un comité qui arrêtera un programme.

M. KUHLE: Comment cette déclaration se rattache-t-elle à la question?

M. CRUICKSHANK: Peu vous importe. Vous avez mis une heure et demie à essayer de présenter une idée; laissez-moi maintenant quinze minutes pour dire quelque chose qui en vaille la peine.

M. ROSS (Souris): Votre temps est épuisé.

M. CRUICKSHANK: Pas encore; je surveille l'horloge. L'honorable représentant de Souris a déjà prononcé cinq discours; et le tout se résume à quelques observations sur le blé.

[M. Cruickshank.]

M. ROSS (Souris): Voyons, vous n'êtes pas sérieux.

M. CRUICKSHANK: Continuez, ça m'amuse. Il y a quelques années j'ai renvoyé l'honorable représentant de Souris au premier avril. Ce conseil vaut toujours. Je ferai remarquer à l'honorable député que c'est à Agassiz, Colombie-Britannique, en 1906, qu'on a d'abord produit le blé Marquis, l'une de nos principales denrées de base. Ne l'oubliez pas dans Souris.

Je dirai un mot maintenant des crédistes, qui semblent toujours voter avec les conservateurs.

Une VOIX: Pas toujours.

M. CRUICKSHANK: Non, je le sais; parfois vous êtes justes. L'honorable représentant de Jasper-Edson admettra avoir dit que le comité devrait recueillir des faits, et non pas proposer les mesures à adopter. C'est bien au Gouvernement actuel qu'il incombe la responsabilité de proposer des mesures. S'il commet un impair, il devra en subir les conséquences. A mon sens, le présent débat a pris l'allure d'une autre controverse comme celle qu'ont suscitée les jeux olympiques, alors que ce pauvre Brundage a fait tous les frais de la conversation. Voici maintenant que j'y apporte mon appoint et je devrai être bref. Pourquoi n'abordons-nous pas l'étude du problème et ne cherchons-nous pas à découvrir la raison de la hausse du coût de la vie? Nous disposons de tous les rouages pour poursuivre les profiteurs. J'espère que le premier ministre (M. Mackenzie King) m'écoute. Je ne crois pas qu'il accepte toujours mes conseils, mais je pense qu'il devrait rétablir l'impôt sur les surplus de bénéfices ou un impôt équivalent. Je veux mettre à la raison ceux que les membres de l'opposition représentent presque tout le temps, ceux-là mêmes qui ne laissent passer aucune occasion d'exploiter ces pauvres que les honorables vis-à-vis cherchent à défendre maintenant, un an et demi après qu'ils eurent demandé la suppression des régies. Mes commentants veulent non seulement que nous ayons un comité qui recueillera des faits, mais qu'une fois qu'il aura accompli son travail on puisse juger de leur état d'esprit par le vote que je donnerai à la Chambre, si le Gouvernement ne prend pas les mesures qui s'imposent pour remédier à la situation.

M. F. S. ZAPLITNY (Dauphin): Monsieur l'Orateur,...

Des VOIX: Aux voix.

M. ZAPLITNY: Les honorables députés qui réclament la mise aux voix se rendent